

Birmanie : la junte impavide, par Renaud Egreteau

LE MONDE | 16.05.08 | 15h08 • Mis à jour le 16.05.08 | 15h12

Ni le repli nationaliste de la junte birmane face à la catastrophe naturelle que la Birmanie vient de subir, ni sa volonté de poursuivre son propre agenda politique, illustrée par le maintien du référendum constitutionnel le 10 mai, ne sont surprenants. Cette attitude apparaît suicidaire à beaucoup. Au contraire, le régime militaire dispose aujourd'hui de nombreuses cartes pour perdurer, et ce en encadrant lui-même le processus censé instaurer une démocratie civile dite "*disciplinée et prospère*" qu'il a engagé.

Premièrement, les deux crises majeures que la junte birmane vient de subir à quelques mois d'intervalle l'ont paradoxalement renforcée face au monde extérieur. Ni lors de la "fronde safran" menée par les moines bouddhistes en septembre 2007 ni aujourd'hui, après le drame humanitaire provoqué par le cyclone Nargis, la communauté internationale n'a été capable de faire fléchir des généraux birmans ainsi confortés dans leur attitude xénophobe. Exploitant parfaitement l'ostracisme, notamment occidental, dont ils sont l'objet depuis deux décennies, les dirigeants birmans se replient derrière un masque isolationniste bien commode dès qu'une pression internationale se monte contre eux.

Deuxièmement, l'assignation à résidence depuis 2003 d'Aung San Suu Kyi, leader de la Ligue nationale pour la démocratie (LND), a décapité une opposition démocratique désormais stérile dans ses prises de position. Ecartelée entre le mutisme forcé de sa figure charismatique, les flambées médiatiques de milieux activistes exilés jusqu'au-boutistes et une répression impitoyablement efficace de la part du régime, l'opposition birmane souffre d'une absence cruelle de renouveau.

Troisièmement, la marginalisation effective des minorités ethniques du pays, qui constituent un tiers de la population birmane, assure à la junte une stabilité intérieure, certes fragile, mais nécessaire au maintien d'une forte centralisation du pays autour de l'ethnie majoritaire birmane (Bama'r). Divisées entre groupes rebelles menant un dernier baroud d'honneur (Karen, Shan, Naga...) et groupes partisans d'accords de cessez-le-feu monnayés avec la junte birmane (Kachin, Môn, Was...), les minorités sont d'ailleurs largement restées à l'écart de la "fronde safran", qui toucha principalement le cœur bama'r du pays, soulignant la persistance d'une question ethnique qui mine la Birmanie depuis son indépendance et favorise le maintien d'un pouvoir autoritaire.

Quatrièmement, un certain équilibre de forces semble se maintenir au sein même de l'armée et de la junte, écartant provisoirement l'hypothèse d'un effondrement de la structure militaire. Les rivalités internes entre généraux ont fait couler beaucoup d'encre depuis deux décennies. Mais ces rivalités au sommet n'ont pas encore menacé l'unité du régime. Au contraire il semblerait que les possibilités d'évolution interne ne puissent provenir que d'une nouvelle génération d'officiers, frustrés par la situation de blocage économique et politique, et qui tenteraient de renverser les leaders d'aujourd'hui afin d'instaurer un nouveau pouvoir militaire plus pragmatique et ouvert sur le monde extérieur.

Pourtant, une "révolution des capitaines" est pour l'heure loin d'être envisageable. Depuis son accession au pouvoir en 1962, l'armée birmane a su se purger régulièrement et efficacement des

éléments qui menaçaient son unité. Surtout, ces purges ont toujours été décidées par le haut, le chef suprême écartant tel général rival ou tel commandant de région trop puissant, reproduisant ainsi les traditions royales d'éviction des prétendants au trône. Enfin, le régime actuel dispose avec la Chine d'un soutien politique de choix dans le programme de transition qu'il propose. Pékin est en effet prêt à endosser la nouvelle configuration politique "civile" que les généraux birmans proposent. Frustrés et bien plus agacés par l'attitude bornée de la junte que l'Occident ne se le figure, les Chinois lui ont conseillé de sortir de la situation de blocage politique qui perdure depuis vingt ans et d'entamer de véritables réformes économiques, qui faciliteraient encore plus la pénétration chinoise dans le pays.

Aussi le régime militaire se trouve-t-il dans une position favorable pour promouvoir son propre agenda politique et appliquer sa "feuille de route" censée préparer une transition politique graduelle et sous le contrôle de l'armée. Celle-ci a en effet compris l'intérêt qu'elle avait à engager cette transition avant qu'elle ne lui soit imposée de l'extérieur. Le référendum du 10 mai marque une nouvelle étape de ce processus, après la réunion par le régime d'une convention nationale chargée de proposer les principes directeurs d'une nouvelle Constitution, que le pays attend depuis 1988, et qui fut ensuite rédigée par une commission électorale, elle aussi nommée par le régime.

Le résultat du référendum ne semble pas faire de doute, quoiqu'un score stalinien ne soit pas envisageable. Il devrait en tout état de cause entériner une Constitution qui instaurera un régime présidentiel "civil" dans lequel les forces armées garderont une très forte prédominance. Un quart des sièges dans tous les Parlements nationaux et régionaux sera réservé aux militaires (mais les trois quarts restants pourront être contestés lors d'élections législatives, prévues en 2010). Le chef de l'Etat devra avoir une expérience militaire de quinze années (ce qui écarte Aung San Suu Kyi, mais pas l'ensemble des autres leaders de la LND, tous d'anciens officiers), et de même que tous les futurs élus, il ne devra pas être "lié" à l'étranger par un quelconque lien de mariage ou d'allégeance nationale. Là aussi, Aung San Suu Kyi apparaît ostensiblement être la cible de cette exigence, mais il convient de rappeler qu'elle figurait déjà dans la première Constitution démocratique du pays, pensée par le général Aung San, le propre père de Suu Kyi, et promulguée en 1947.

Surtout, un chapitre entier de la nouvelle Constitution est consacré à l'armée, qui se voit ainsi conserver le droit de revenir au pouvoir si elle constate une quelconque menace sur l'unité ou l'intégrité du pays et peut faire obstacle à toute proposition d'amendement de la Constitution, ceux-ci ne pouvant être adoptés que par une majorité de 75 % du Parlement. La nouvelle Constitution birmane apparaît donc imparfaite et peu démocratique, mais elle est la seule carte politique du moment, étant donné l'impuissance des oppositions birmanes, ethniques et internationales.

La Birmanie se dirige donc vers une "*démocratie disciplinée*", selon les propres termes de la junte, mais qui sera peut-être la première étape d'une très longue "voie birmane" vers une démocratie véritable. Encore faut-il que l'impulsion vienne de l'intérieur même du régime, que l'opposition refonde sa stratégie et que la communauté internationale saisisse alors cette opportunité en renonçant à un ostracisme dont elle paye le prix en voyant fermer la porte de la Birmanie malgré sa volonté d'assistance.

Renaud Egreteau, docteur de l'IEP de Paris, chercheur rattaché au Centre d'études et de recherches internationales (CERI)

Article paru dans l'édition du 17.05.08